

## Proche-Orient : au mépris de la paix et du droit.

### De l'occupation à l'annexion<sup>1</sup>

Philippe Castreman me disait, voici quelques jours, que l'évocation d'Annapolis dans le titre de cette contribution avait étonné certains d'entre vous. Effectivement, quel rapport y a-t-il entre cette petite ville du Maryland et la situation du Proche-Orient ? Simplement, c'est là que, voici quelques mois, le président Bush a convoqué les deux principaux responsables israélien et palestinien pour le dernier sommet en date destiné à trouver une solution à un conflit vieux de 60 ans. A mon avis, sans grand chance de succès. On pourrait donc se dire que les choses peuvent durer ainsi encore 6 décennies de plus.

Alors, pourquoi reparler de la Palestine ? Sans doute parce que les informations sur le sujet donnent l'impression d'être répétées en boucle, comme une sorte de rite immuable et lassant. Parce que les images qu'on en voit, avec les morts presque quotidiens, finalement, ne disent rien, créent l'accoutumance, voire dissimulent les vrais enjeux. Telle est d'ailleurs la loi de l'information en général, traitée à la minute par les médias. « *Cette société médiatique est dominée par le fast news, les infos brèves en continu, et ce que j'ai appelé la "mal-info", qui ne fait qu'accroître l'anxiété devant la complexité du monde, au lieu d'en comprendre le sens.* » comme dit le sociologue des médias Denis Muzet.

Pourtant, on ne peut pas passer le drame du Proche-Orient par pertes et profits, en cette date anniversaire de la création de l'Etat d'Israël.

D'abord, parce que nous sommes là dans la région du monde où le droit international est le plus ouvertement bafoué, dans le plus total cynisme. Telle est la première chose à, toujours, garder en tête. Et tel est mon premier parti pris de départ pour tenter d'éviter tant que faire se peut les traditionnelles subjectivités à l'œuvre dès que l'on aborde la question proche-orientale. Et parce que, vu sous cet angle, cette question est aussi la nôtre, et pas seulement celle de deux ennemis qui seraient fatalement appelés à s'affronter pour la nuit des temps. Les causes du conflit sont connues, les décisions à appliquer pour en sortir également et l'Europe devrait être en première ligne pour que soit respecté le droit international.

Second parti pris : je considérerai Israël pour ce qu'il est, un Etat parmi d'autres, soumis aux mêmes obligations et partant, responsable de ses choix politiques devant la communauté internationale. Choix d'ailleurs, dont ses dirigeants successifs ne font pas mystère, comme nous le vérifierons.

Enfin, troisième parti pris et dans la foulée, je suggère de se défaire d'emblée d'une certaine vision de l'autre, du Palestinien et du Juif qui, pour des raisons culturelles, se trouveraient entraînés dans un face à face sans issue par une haine ancestrale quelque part dans un Orient fantasmé. Il y a là une vision occidentale-centriste, qui est aussi une

---

<sup>1</sup> Conférence donnée par Maurice Magis, chargé de la communication à l'ACJJ, au Rotary de Charleroi, le... 2008.

vision politique tentante mais qui fausse le regard à porter sur une réalité fort concrète. Il s'agit donc d'éviter ce que mon ami Paul Delmotte, professeur à l'IHECS et à l'ULB, un des meilleurs connaisseurs du P-O, appelle un « *orientalisme* ».

Il cite ainsi, dans un cours qu'il vient de donner à l'université de Bucarest, le chercheur américain Edward SAÏD qui identifie ainsi des « *dogmes* » de l'orientalisme: l'idée « *d'une différence absolue et systématique entre l'Occident, qui est rationnel, développé, humain, supérieur, et l'Orient qui est irrationnel, sous-développé, inférieur* », ou encore l'idée que « *l'Orient est éternel, uniforme* » et est « *quelque chose qu'il faut craindre ou contrôler* ». « *Le propre de l'orientalisme, écrit, pour sa part, le philosophe et islamologue Olivier ROY, est que la religion est le principe explicatif de tous les autres domaines (histoire, sociologie, art, vie politique). L'étude de la société est toujours référée à l'objet 'islam' [...] ce qui laisse entendre que la religion est le principe explicatif essentiel de sociétés musulmanes* ».

Or, le conflit entre israéliens et palestiniens n'a pas grand-chose à voir avec l'Islam, les religions ou un quelconque « choc des civilisations ». Voici 60 ans cette année que l'Etat d'Israël est né. Il s'agit donc de considérer la question proche-orientale pour ce qu'elle est : la création d'un Etat hébreu qui est allé de pair avec l'expulsion de la majorité des Palestiniens de leur pays. Israël est un fait que personne ne peut sérieusement contester. Ce qui est contestable, c'est l'occupation arbitraire et illégale des terres promises aux Palestiniens depuis 1967. Une situation traumatisante qui prolonge depuis des décennies ses effets dans une zone de notre planète lourde de tensions, ce que l'on appelle le monde arabo-musulman avec ses centaines de millions d'habitants. Une situation dont tout le monde a finalement intérêt à sortir parce que sans règlement de ce conflit, il n'y aura jamais de paix dans une région qui se trouve aux frontières de l'Europe et mérite, après tout, notre attention tout autant que le Kosovo ou le Tibet.

Cela étant posé, commençons par un petit état des lieux : plus de cinq mois après la mise en route du nouveau processus de paix à Annapolis (Maryland), le 27 novembre 2007, où en est-on ? Le président palestinien, Mahmoud Abbas a rencontré à sept reprises le premier ministre israélien, Ehoud Olmert. Rien de concret n'en est sorti à ce jour. Les deux dirigeants s'adressent toujours le reproche mutuel de ne pas faire les gestes nécessaires. Les divergences restent intactes sur les questions essentielles. Les négociateurs palestiniens accusent les Israéliens de « *transformer la Cisjordanie en une grande prison comme la bande de Gaza* ». Selon un sondage publié à la fin du mois de mars par un institut de Ramallah, 80 % des Palestiniens estiment que les négociations vont échouer et 68 % jugent « *nulles ou très faibles* » les chances de création d'un Etat palestinien d'ici cinq ans. Plus grave encore, 84 % ont approuvé l'attentat contre l'école talmudique à Jérusalem, qui a fait huit morts le 6 mars, et 64 % soutiennent le lancement de roquettes depuis la bande de Gaza en direction d'Israël.

Pourtant, notait récemment la correspondante du Monde à Jérusalem, les discussions vont continuer jusqu'à épuisement car, comme le dit M. Erakat, un négociateur palestinien : « *Nous n'avons pas d'autre choix.* » L'Autorité palestinienne veut prouver qu'elle n'a gâché aucune chance de parvenir à un accord d'ici à la fin de l'année, afin de

démontrer son sérieux et sa bonne foi et pouvoir dire au monde entier que, en cas d'échec, le maximum a été fait. Du côté d'Israël, les deux principaux écueils sont la poursuite, voire l'accélération, de la colonisation et le non-démantèlement des implantations sauvages dans les territoires occupés, ainsi que l'extrême réticence des autorités, en particulier des militaires, à lever les barrages qui rendent invivable le quotidien des Palestiniens. Le chef du Shin Bet (sécurité intérieure), Yuval Diskin, a fait remarquer que tant que la « barrière de sécurité » qui, sur 725 kilomètres, doit totalement clôturer la Cisjordanie ne sera pas terminée, il sera impossible de lever la quasi-totalité des quelque 550 barrages existants. Or, la barrière, qui n'existe que sur 63 % du tracé actuel, ne sera pas achevée, au plus tôt, avant 2010. D'ici là, le processus de paix aura largement le temps de périliter, et les Palestiniens de désespérer davantage.

Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine, avait demandé avec insistance, lors de son dernier voyage, fin mars, à Jérusalem, « *des progrès tangibles* » pour que l'espoir revienne dans le camp palestinien. Elle n'a réussi à grappiller que de maigres concessions, malgré quatorze séjours en quinze mois sur le terrain, pour tenter de redonner une impulsion au processus de paix.

De retour d'un voyage dans la région, le philosophe français Régis Debray, notait récemment avec amertume : « *J'ai constaté l'application d'un programme qui s'exécute, sans fanfare ni journalistes, et qui consiste simplement à aller jusqu'à la frontière (des terres promises à la Palestine) : le Jourdain. Ainsi se développe, non de façon machiavélique, mais de façon à la fois vitale, spontanée, inexorable, une colonisation doublée de travaux d'infrastructures, de captation d'eau, d'occupation des hauteurs, de raccordements d'une colonie à l'autre, ... bref, un processus qui est un rouleau compresseur et qui ne correspond pas du tout à l'image qu'on a à l'extérieur.* »

Face à cette réalité, je me trouve devant cette difficulté : faut-il laisser le ronron diplomatico-médiatique nous dire que « *d'ici un an nous aurons deux États* », que « *la Conférence d'Annapolis relance l'espoir de paix* », ... Faut-il laisser cet écran de fumée, ou dire la réalité telle qu'elle est ?

Une situation désespérante, donc. Qu'un ancien de l'American Jewish Comitee (Comité juif américain), Henry Siegman, résumait comme ceci : « *Le scandale de l'impuissance de la communauté internationale à résoudre un des conflits les plus longs et les plus sanglants de l'histoire est simple : elle connaît le problème mais n'a pas le courage de dire la vérité, encore moins de l'affronter. (...) Quoi que l'on pense de tous les péchés attribués aux Palestiniens – et ils sont nombreux, y compris une direction inefficace et corrompue, l'échec dans la construction d'institutions étatiques, la violence meurtrière des groupes du refus –, il n'y a aucune perspective de créer un Etat palestinien viable et souverain d'abord et avant tout parce que les différents gouvernements israéliens depuis 1967 n'ont jamais eu l'intention de permettre l'émergence d'un tel Etat.* »

Alors, comment en est-on arrivé là ? L'histoire contemporaine d'Israël et des Israéliens recouvre un peu plus d'un siècle à peine. Celle des Palestiniens et de leur introuvable Etat est plus brève encore. Mais leur face à face, lui, est multimillénaire. Il n'est peut être pas inutile d'en chercher les racines pour mieux appréhender le présent.

Voici quelques mois, le cinéaste israélien Avi Mograbi s'interrogeait sur deux mythes abondamment servis aux jeunes générations israéliennes. L'un revêt clairement un caractère historique, l'autre tient du mythe biblique.

L'histoire. Celle de la place forte de Massada, un haut fait glorifié de la résistance juive à l'envahisseur romain au premier siècle, à la suite de la chute de Jérusalem. Une résistance poussée jusqu'au sacrifice suprême : le suicide des familles assiégées. Leur acte a fait de Massada le symbole du patriotisme juif en Palestine. Le film montre des guides du site inviter les jeunes visiteurs à « *fermer les yeux et revivre la dernière nuit des héros.* » L'un d'entre eux, en un audacieux résumé, passe de la révolte contre Rome, à Auschwitz et aux guerres contemporaines et traite les Palestiniens de « *bêtes sauvages* ».

Le mythe. Celui de Samson, ce juge hébreu du 12e siècle avant notre ère, doté, selon l'ancien testament, d'une force prodigieuse, âme de la résistance contre les Philistins qu'il passa sa vie à occire parce que telle était sa divine mission. « *Le premier kamikaze de l'histoire* », comme le surnomme Avi Mograbi ? Samson, trahi par Dalila, ayant perdu sa puissance en même temps que ses cheveux, les yeux crevés, obtint de Dieu « *la force de se venger* ». Et il renversa sur lui les colonnes du temple en tuant quelques milliers de Philistins à Gaza. On ne sait pas toujours que les Philistins étaient les ancêtres des Palestiniens.

L'histoire de la cohabitation entre Palestiniens et Hébreux est donc, de très longue date et, pour dire le moins, conflictuelle.

Bien sûr, le film ne résume pas la complexité de la société israélienne d'aujourd'hui. Mais son propos donne plus d'épaisseur aux agressions gratuites de l'armée d'Israël contre les Palestiniens occupés. La caméra nous montre en contrepoint l'interdiction faite aux agriculteurs de labourer leur terre. Des ouvriers arrêtés à un barrage et humiliés. Cette femme malade, empêchée de monter dans une ambulance. Ces adolescentes arrêtées par une barrière sur le chemin de l'école... Pourquoi ?

Il faut bien comprendre que, contrairement à une idée largement répandue, l'existence d'un Etat hébreu, n'est pas lié, ni n'est la conséquence de la Shoa, le génocide des Juifs scientifiquement organisé par les Nazis.

A la suite du démantèlement de l'empire ottoman, à l'issue de la première guerre mondiale, la Grande-Bretagne, puissance mandataire dans la région, décidait de favoriser l'émigration juive dans une région très majoritairement peuplée d'Arabes. Le 2 novembre 1917, Lord Balfour, le ministre britannique des Affaires étrangères, envisageait, dans

une lettre au baron de Rothschild mais en réalité écrite en collaboration avec celui-ci, la création d'un foyer national juif. Le banquier était un des principaux responsables du jeune mouvement sioniste traumatisé par les pogroms antijuifs et l'affaire Dreyfus.

Dès ce moment, des colonies agricoles sont fondées en Palestine. Et d'emblée, c'est l'empoignade, violente, entre les populations indigènes et les arrivants. A ce point qu'à la veille de la seconde guerre, Londres change son fusil d'épaule et promet pour 1949 un Etat commun judéo-arabe. Une hypothèse hasardeuse, un pari intenable tant les nationalismes, juif d'un côté, arabe de l'autre, guident les comportements des deux camps

Tout au long du 20<sup>ème</sup> siècle, le panarabisme et le sionisme vont s'affronter, parfois violemment, prônant très longtemps la disparition, au moins politique, de l'autre. En Palestine, le mouvement arabo-palestinien fait face à une immigration de souche essentiellement européenne et qui ne montre guère d'attrance pour les traditions orientales. Au sein de laquelle, rapidement, le concept de foyer national juif -tel que le prônait Théodor Herzl et l'organisation sioniste mondiale à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle qui organisait le rachat de terres en Palestine - va céder la place à la revendication d'un Etat.

En novembre 1947, les Nations Unies votent la résolution 181 qui partage la Palestine. Le plan est approuvé par les sionistes, refusé par les Arabes. Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclame l'indépendance d'Israël dans les régions attribuées par l'ONU. La Ligue arabe déclenche la première guerre israélo-arabe. Israël en sort victorieuse en 1949 et élargit ses frontières. Gaza est sous administration égyptienne, la Cisjordanie intégrée à la Jordanie. Surtout, en un an, 650 000 Palestiniens fuient la guerre et les massacres perpétrés par des troupes israéliennes peu regardantes sur les moyens. Depuis lors, ces femmes et ces hommes, la plupart du temps leurs descendants, attendent dans les camps du Proche-Orient, en Syrie, au Liban, en Jordanie, dans les territoires occupés, un hypothétique retour sur leur terre. Vivant ou survivant dans des conditions souvent catastrophiques. Le « droit au retour », garanti par la résolution 194 de l'ONU du 11 décembre 1948, constitue avec la question de Jérusalem, la colonisation et la reconnaissance du fait palestinien dans des frontières garanties, un des éléments-clés de la « question palestinienne ». Celle-ci, au sens contemporain de l'expression, est née au sortir du second conflit mondial. Elle s'imposera au monde en une suite de guerres et de répressions sanglantes. Elle est toujours dans l'impasse.

Des guerres ? Ce sont celle de 1956 où Israël intervient aux côtés des troupes franco-anglaises contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser, celle de 1967 qui verra Israël envahir la Cisjordanie, Gaza, puis le Golan syrien et mettra sur les routes des centaines de milliers de réfugiés supplémentaires. Dès ce moment, est donné le coup d'envoi de la colonisation des territoires occupés. En 1973, c'est encore la guerre du Kippour, lancée par l'Egypte et la Syrie pour récupérer les territoires et au cours de laquelle, pour la première fois, l'arme du pétrole est utilisée avec les conséquences économiques mondiales que l'on sait. C'est encore en 1982, l'invasion du Liban pour en finir avec

l'Organisation de libération de la Palestine au prix, notamment des massacres de Sabra et Chatila, deux camps palestiniens de la banlieue de Beyrouth.

En 1978 toutefois, l'Égypte avait signé une paix séparée avec Israël. En 1988, à l'ONU, Arafat et l'OLP reconnaissaient « toutes les résolutions de l'ONU » et l'existence d'Israël. Ils dénonçaient le terrorisme sous toutes ses formes.

Mais le fait est que les négociations et les accords intérimaires n'ont pas débouché sur une paix juste et durable après plus de 60 ans de conflit. En 1993, les accords d'Oslo avaient pourtant mené à une reconnaissance mutuelle entre l'OLP et Israël, à la perspective d'un retrait fort limité des territoires avec à la clé un découpage de la Cisjordanie en zones autonomes, semi-autonomes ou restant sous contrôle d'Israël et à l'élection d'une Autorité palestinienne. Mais les questions hypersensibles des colonies, de Jérusalem-Est et des réfugiés étaient renvoyées aux calendes grecques. Les colonies ont continué à se développer à vitesse accélérée. Cette situation, dans un climat de répression, de bouclage des territoires a aggravé le cycle terrifiant des attentats, perpétrés par les organisations palestiniennes opposées aux accords, et des représailles israéliennes.

De toute manière, les accords d'Oslo n'ont été que très partiellement appliqués par Israël qui n'a cessé d'accuser la partie palestinienne de ne pas apporter de garanties sécuritaires suffisantes. Mais il est clair que les gouvernements israéliens successifs se sont tous montrés bien décidés à lâcher le moins de lest possible avant d'aborder les questions de fond. On a renégoié sans cesse ce qui semblait acquis. En réalité, on a souvent avancé d'un pas pour reculer de deux. Arafat et l'Autorité palestinienne n'ont jamais acquis un contrôle relatif que sur 13% de la Cisjordanie, divisée en une multitude de confettis. La colonisation des territoires n'a jamais cessé. Entre 1991 et 2000 près de 80 000 colons se sont installés, d'autres, depuis, ont suivi en masse et le phénomène d'annexion continue. Des quartiers palestiniens ont été rasés, des terres cultivables confisquées, les bouclages incessants des zones sous contrôle palestinien ont aggravé le chômage endémique et les humiliations. A ce jour, la même situation prévaut, corrodant gravement l'image d'une Autorité perçue comme corrompue et inefficace, et évidemment incapable de présenter un bilan positif après des années de reculades. Et les accords d'Oslo ?

A la veille des accords d'Oslo, le chef du Likoud et du gouvernement israélien Itzhak Shamir défendait d'ailleurs la position suivante : il faut qu'il y ait « *beaucoup de processus de paix et pas de paix.* » Ses successeurs ont fait évoluer la formule. Sans trop de réactions, autre que de pure forme, de la communauté internationale. Dès lors, les rares contacts entre responsables israéliens et palestiniens n'ont guère été au-delà des questions sécuritaires. Une bonne partie des dirigeants du monde se sont désengagés du processus et vont jusqu'à considérer les actions militaires israéliennes contre les Palestiniens comme des opérations légitimes, au même titre qu'est légitime la lutte contre le terrorisme d'Al-Qaïda. La route s'est ainsi ouverte à des décisions israéliennes unilatérales, pourtant en opposition totale avec le droit international et qui, de toute évidence, ne peuvent pas déboucher sur une paix durable et juste pour les deux parties.

Disons ici un mot de la fameuse « feuille de route », avant- dernier plan officiel en date pour tenter de sortir du conflit et auquel Annapolis fait référence ? Ce projet évoqué par M. Bush en 2002 et endossé par un « quartet » formé par les Etats-Unis, l'Union européenne, les Nations Unies et la Fédération de Russie en avril 2003, visait « *un règlement global et définitif* » en trois phases. En résumé, d'abord un arrêt des violences des deux côtés, la reconnaissance par Israël du principe de deux Etats et le gel de la colonisation. Ensuite, l'instauration d'un Etat palestinien aux frontières provisoires. Enfin, des négociations sur un statut définitif des territoires et un règlement du problème des frontières, de Jérusalem, des réfugiés et des colonies. Le hic, c'est que le processus devait se conclure à la fin de l'an 2005 et que rien ne s'est passé.

D'emblée, il est vrai que le gouvernement Sharon avait vidé le texte de ses points forts en l'amendant de fond en comble. Pourquoi ? Sans doute parce que, comme l'a rappelé Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, « *depuis quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...)* L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de la Palestine (...et) le monde occidental se tait. »

Les dirigeants israéliens ont donc décidé d'accélérer la construction de la « barrière de séparation » -ce « mur de l'apartheid », comme l'appellent les Palestiniens - qui aboutira à transformer la Cisjordanie en bantoustans sans continuité territoriale. Selon le bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), les trois quarts de la barrière se trouvent en territoire palestinien alors que 145 kilomètres seulement suivent la « ligne verte » qui servait jusqu'en 1967 de frontière à Israël.

La construction de cet ouvrage devrait priver les Palestiniens de 6289 hectares et 40 000 d'entre eux se trouveront coupés de leurs concitoyens. Dans un avis rendu en juillet 2004, la Cour internationale de justice avait pourtant jugé illégale la construction de cette barrière et exigé son démantèlement... Sans effet.

Certes, l'armée israélienne s'est retirée de Gaza. Mais un des initiateurs du désengagement, Dov Weisglass avait déclaré que « *la signification du plan est le gel du processus de paix. Il permet d'éviter toute discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Et sur 240 000 colons, 190 000 ne seront pas déplacés.* » « *Ce que nous avons fait vise à geler le processus de négociation, empêcher la création d'un Etat palestinien (...)* Le désengagement est la bonne dose de formol pour qu'il n'y ait pas de négociation. »

Malgré la mort de Yasser Arafat, présenté comme un obstacle à la paix par les Américains, et la venue de Mahmoud Abbas, aucun dialogue politique n'a repris. Et la « feuille de route » reste lettre morte. Le mur s'achève. Les colonies s'agrandissent.

Dans le quotidien israélien Yediot Aharonot du 3 décembre 2005, le commentateur militaire Alex Fishman évoquait la politique de « containment » des Palestiniens dans des « closed boxes » : « *il y aura deux blocs de terre aux mains des Palestiniens et vides de Palestiniens : Gaza et la Samarie (une partie de la Cisjordanie selon la terminologie israélienne). Israël aura autorité à exercer une étroite surveillance puisque ces boîtes territoriales seront fermées de toutes parts, avec un contrôle des points de passage et des contrôles tatillons sur le trafic commercial. La liberté de mouvement des troupes restera entière.* »

Quoi que l'on pense de leur politique, les dirigeants israéliens disent, en tout cas ce qu'ils pensent et font ce qu'ils disent. Ils misent sur le soutien clair et net de l'administration Bush et de la politique de l'équidistance, en fait du « deux poids, deux mesures » des dirigeants européens.

Durant ses tournées, Mahmoud Abbas n'a de cesse d'appeler, comme Arafat avant lui, à l'organisation d'une conférence internationale pour un règlement global du conflit israélo-palestinien. Pour une raison aussi simple qu'évidente : « *Pour trouver une solution au conflit, les parties ne doivent pas être laissées seules en raison du déséquilibre qui existe entre occupants et occupés* ». « *La communauté internationale doit agir rapidement car les mesures unilatérales conduiront une annexion de facto par Israël de 58% de la superficie de la Cisjordanie.* » Et il rappelle volontiers qu'Israël visait également à « *mettre la main sur la nappe phréatique palestinienne et à transformer nos terres en cantons isolés.* » L'eau, vitale comme les terres arables et objet de bien des convoitises. Une des principales sources de tensions derrière les contentieux strictement politiques, une des questions-clés du conflit proche-oriental, sur un bout de terre où la population ne cesse de croître. La question démographique, en effet, est un autre enjeu fondamental, avec la perspective d'une inversion progressive du rapport démographique entre Juifs et Arabes en Israël même. D'où cette idée qui court dans la droite israélienne : donner au plus vite un bout de terre aux Palestiniens pour y parquer les israéliens arabes.

Il faudrait parler aussi de la situation géostratégique des deux peuples, aux portes des ressources en hydrocarbures et de zones à haut risque. L'un et l'autre sont ainsi otages d'une lutte inavouée mais hautement stratégique pour le contrôle des flux pétroliers asiatiques et de la guerre à outrance et sans fin prévisible déclarée au terrorisme. Il y a là d'autres enjeux peu évoqués d'un conflit où s'entrecroisent dramatiquement des intérêts antagonistes, voire contradictoires. Washington, qui détient les clés de la paix, sait pertinemment qu'il ne pourra pas éjecter la question palestinienne de son agenda sans risquer de se compliquer encore la vie dans un Proche et un Moyen-Orient fort instable.

Dans le même temps, il partage avec le pouvoir israélien la conviction que ce qui menace Israël – prolifération des arsenaux, programmes nucléaires réels ou supposés, développement du terrorisme – menace aussi les Etats-Unis. De ce point de vue, le lien stratégique avec Israël est en acier trempé. D'où un partenariat pas toujours idyllique mais empreint, disons, d'une grande compréhension dès lors qu'Israël s'intègre dans la stratégie globale des Etats-Unis.



Alors, donc, Annapolis... En novembre 2007, George Bush a assuré qu'il allait s'activer dans le meccano de la paix. Mais sans renier son soutien à Israël et dans le scepticisme général. Pourquoi cet homme, George Bush pourrait-il mettre fin en douze mois à un conflit vieux de 60 ans ?

*« Pour poursuivre l'objectif de deux Etats, nous convenons de lancer immédiatement des négociations bilatérales de bonne foi, afin de conclure un traité de paix qui résoudra toutes les questions essentielles (...) Nous convenons de nous engager vigoureusement dans des négociations sans interruption. Nous ferons tous les efforts possibles pour conclure un accord avant la fin de 2008 »* promet le document final. Mais les hypothèques sont lourdes.

Bush a beau évoquer le retour à la « feuille de route » élaborée en avril 2003 sous l'égide du « quartet » (Etats-Unis, Russie, Union européenne et ONU) comme base de travail, il n'en est question qu'en termes de « devoirs » et « obligations » et pas de règlement global. Le gouvernement israélien a annoncé qu'il démantèlerait les colonies "illégales" (rappelons que, du point de vue du droit international, toutes les colonies sont "illégales", mais Israël désigne ainsi celles qui n'ont pas eu l'approbation officielle des autorités) – mais cette promesse a déjà été faite mille fois et elle n'a jamais été tenue. Même le démantèlement de certains check points en Cisjordanie, qui transforment chaque déplacement des Palestiniens en cauchemar et qui pourtant a aussi mille fois été promis, ne s'est jamais effectué. Un rapport des Nations unies révélait que le nombre de barrages (road blocks) avait atteint 572, une augmentation de 52% par rapport aux 376 barrages qui existaient en août 2005. Comme l'a écrit le New York Times, si « *les pourparlers visaient à conclure une entente sur les 'questions fondamentales', elles n'ont pas pu déterminer en quoi consistaient ces questions et comment les régler.* »

De toute manière, il est patent que les leaders de la large coalition en place à Tel-Aviv ne veulent pas de négociations globales qui les engageraient, mais privilégient, sur les questions de fond, des décisions unilatérales. Le nouveau préalable présenté à la partie palestinienne, à savoir que celle-ci reconnaisse Israël comme un Etat juif homogène, témoigne de cette approche. Une exigence qui, bien sûr, vise à clore, une fois pour toutes, le débat sur le droit au retour des réfugiés palestiniens et ferait des arabes israéliens – 25 % de la population - des citoyens de seconde zone. « *Israël sait que les Palestiniens ne peuvent pas l'accepter, mais cette demande (...) ouvre la voie au transfert, au nettoyage ethnique* » a expliqué le pacifiste israélien Jeff Halper. Dans le même temps, la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a d'ailleurs répété que l'avenir des Arabes d'Israël est dans un futur Etat palestinien. Il ne faut voir là ni incohérence, ni contradiction dans le discours des dirigeants hébreux. Ceux-ci imaginent un Etat croupion palestinien, dessiné en fonction de leurs desideratas où certains imaginent d'expulser les Palestiniens présents en Israël. Olmert n'est pas loin de cette position. Début décembre, il a résumé ainsi l'alternative telle qu'il la voit, expliquant à ses ministres que « *si nous ne faisons rien, nous perdrons l'occasion de voir coexister deux Etats. Nous serons alors devenus un Etat d'apartheid et les organisations juives américaines seront les premières à contester*

*notre existence. » Il dit craindre une « situation à la sud- africaine pour l'égalité des droits de vote (entre Israéliens et Palestiniens) et lorsque cela se produira, l'Etat d'Israël sera terminé. »*

En juillet 2006, Ilian Pape, professeur à l'Université de Tel-Aviv, rappelait : *« La démographie est devenue la question principale sur l'agenda de la sécurité nationale israélienne. Elle éclipse tous les autres problèmes, que ce soit l'égalité sociale, la démocratie ou les droits de l'homme. Le système d'éducation, les médias et les politiciens soulignent le danger que les Palestiniens constituent pour l'existence de l'Etat d'Israël et pour le bien-être des citoyens juifs (...) Au cours des six dernières années, avec le soutien total de son électorat juif, les gouvernements israéliens successifs ont essayé d'imposer par la force ce qui pour eux est la solution idéale. Cela consiste à emprisonner un grand nombre de Palestiniens dans les enclaves en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, un contrôle total via un système d'apartheid de la minorité palestinienne en Israël, et le rejet catégorique de tout rapatriement des réfugiés palestiniens. Ce plan est entièrement soutenu par les Etats-Unis. »*

A lire la très courte déclaration adoptée à Annapolis<sup>2</sup>, une chose saute aux yeux. Nulle part il n'est fait référence aux résolutions de l'ONU. Faute de références au droit international, l'avenir dépend donc de la « bonne foi » des

---

<sup>2</sup> **Document : la déclaration d'Annapolis**

« Les représentants du gouvernement de l'Etat d'Israël et de l'Organisation de libération de Palestine (OLP), représentés respectivement par le premier ministre Ehud Olmert et le président Mahmoud Abbas, en tant que président de l'Autorité palestinienne, réunis à Annapolis (Maryland) sous les auspices du président des Etats-Unis, George W. Bush, et avec le soutien des participants de cette conférence internationale, ont conclu l'accord conjoint ci-dessous :

Nous exprimons notre détermination à mettre fin à l'effusion de sang, aux souffrances et aux décennies de conflit entre nos peuples ; à ouvrir une nouvelle ère de paix, fondée sur la liberté, la sécurité, la justice, la dignité, le respect et la reconnaissance mutuelle ; à diffuser une culture de paix et de non-violence ; à nous attaquer au terrorisme et à la provocation, qu'ils émanent des Palestiniens ou des Israéliens.

Dans l'objectif de parvenir à deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, nous convenons de lancer immédiatement des négociations bilatérales en toute bonne foi pour conclure un traité de paix résolvant toutes les questions pendantes, y compris les questions essentielles sans exception, comme spécifié par les accords antérieurs.

Nous convenons de nous engager dans des négociations vigoureuses, continues et déploierons tous les efforts possibles pour parvenir à un accord avant la fin 2008. Dans ce but, il a été conclu qu'un comité de pilotage mené conjointement par le responsable de la délégation de chaque partie se réunira régulièrement.

Le comité de pilotage mettra en place un plan de travail conjoint, établira et supervisera l'avancée des équipes de négociations pour résoudre ces questions, dirigées par un représentant clé de chaque partie. La première rencontre de ce comité de pilotage aura lieu le 12 décembre 2007. Le président Abbas et le Premier ministre Olmert continueront à se rencontrer toutes les deux semaines afin de suivre les négociations et d'apporter toute l'aide nécessaire à leur avancement.

Les parties s'engagent également à remplir immédiatement leurs devoirs respectifs édictés par la "feuille de route" sur une solution permanente à deux Etats résolvant le conflit israélo-palestinien telle qu'elle a été mise en place le 30 avril 2003 par le Quartette, et conviennent de former une structure américano-palestino-israélienne, dirigée par les Etats-Unis, destinée à suivre l'application de la Feuille de route.

Les parties s'engagent en outre à continuer à remplir leurs obligations en cours en vertu de la Feuille de route jusqu'à ce qu'elles parviennent à un traité de paix. Les Etats-Unis surveilleront et jugeront de l'accomplissement de l'engagement des deux parties sur la Feuille de route.

signataires d'Annapolis : Bush, Olmert et Abbas. Car, en plus des résolutions de l'ONU, ce sont aussi trois des quatre membres du « quartet » qui sont mis hors jeu et c'est le seul président américain qui jouera désormais le rôle de parrain des négociations promises. Les Etats-Unis ont décidé, sans rencontrer d'opposition, d'écarter du jeu les autres garants (ONU, Russie, Union européenne) de la « feuille de route. On parle désormais d'un « mécanisme conduit par les Etats-Unis ». Ca ne rassurera personne, et certainement pas les peuples arabes. A Annapolis, Bush a longuement évoqué les responsabilités palestiniennes dans la lutte contre l'extrémisme. Il a relayé les exigences ethniques israéliennes en soulignant qu' « Israël est la patrie des juifs ». On ne saurait mieux affirmer la connivence entre les USA et Israël. Une constante. Rappelons une fois encore la fameuse lettre adressée en avril 2004 par Bush à Sharon : « *Au vu de la nouvelle situation sur le terrain, et de l'existence d'importants foyers de populations israéliens, il est irréaliste de penser que le résultat final des négociations de paix sera un simple retour aux lignes d'armistices de 1949.* » Une manière de soutenir la politique de colonisation et d'éloigner tout espoir d'un retour aux frontières de 1967 dans des délais prévisibles.

Le 14 avril 2004, il avait ainsi dicté, dans une lettre à Sharon, la doctrine américaine : les frontières définitives des deux Etats devraient être basées sur les « nouvelles réalités du terrain comme l'existence de centres de population israéliens importants. » Le président a, dans la foulée, nié le droit au retour des réfugiés palestiniens et refusé le principe d'une force internationale sous contrôle de l'ONU pour sécuriser la Palestine. Bush donnait son feu vert à Israël pour continuer à contrôler l'espace aérien et les eaux territoriales palestiniennes, et certains corridors terrestres dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, « en l'attente d'accords ou d'autres arrangements. »

Mais il était resté silencieux sur l'épineuse question de Jérusalem. Les dirigeants israéliens ne s'y sont pas trompés. Il y avait là un développement politique important de la part de l'allié états-unien. « *Pendant l'ère de Clinton, la signature d'un traité de paix était censée garantir la sécurité des Israéliens. Sous Bush, la sécurité doit intervenir d'abord, comme préalable à la paix* » notaient les commentateurs. Telle est aussi la logique qui prévaut à Tel-Aviv. Celle qui permet de refuser toute véritable négociation en en noyant les prémices dans une approche strictement sécuritaire. Et qui, permet surtout à Israël de jouer du fait accompli.

Il me semble opportun de rappeler les propos déjà cité de Shlomo Sand, professeur d'histoire à l'université de Tel-Aviv, « *depuis quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien (...)* L'Etat d'Israël n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'Etat palestinien (alors que) le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le partage de Palestine (...et) le monde occidental se tait. »

---

A moins que les parties en décident autrement, la mise en œuvre du futur traité de paix sera soumise à l'application de la Feuille de route, sous la supervision des Etats-Unis. »

Les Palestiniens n'ont jamais rien gagné à se retrouver seuls à table avec les Etats-Unis et les Israéliens. La déclaration finale d'Annapolis ne fait guère qu'allusion aux problèmes de fond. Ils sont pourtant archi-connus – Jérusalem, les frontières, les réfugiés, les colonies, l'eau...- et de leur prise en compte dépend toute solution globale. Tout au plus est-il dit qu'il s'agira de résoudre « toutes les questions pendantes, y compris les questions essentielles sans exception, comme spécifié par les accord antérieurs (sic) ». Mais en préalable, les protagonistes devront « remplir leurs obligations en cours en fonction de la feuille de route ». Qui, selon les interprétations qui en ont été faites, stipule que les dirigeants palestiniens doivent mettre un terme au « terrorisme » avant qu'Israël n' imagine de prendre en compte sa part du contrat. Mais il serait assurément plus facile pour Israël de faire des gestes aptes à renforcer l'autorité bafouée de ses interlocuteurs palestiniens que pour Mahmoud Abbas de mettre au pas les groupes armés dans Gaza qu'il ne contrôle plus.

C'est dans ce climat de suspicion que les délégations sont censées négocier. Clairement, il s'agit déjà de faire porter à l'Autorité palestinienne la responsabilité des blocages prévisibles. Les dirigeants israéliens n'ont pas tardé à traduire le document – les événements - à leur manière. « *Il n'y a pas d'engagement spécifique sur un calendrier* » a déclaré Ehoud Olmert, signifiant ainsi que les négociations ne devraient pas se terminer à la fin 2008. Quant aux mesures inscrites dans la « feuille de route », aux Palestiniens de faire les premiers pas, a insisté le successeur de Sharon. « *Ce qui signifie qu'aucun progrès ne pourra être accompli tant qu'il y aura un risque sécuritaire provenant soit de Cisjordanie, soit de la bande de Gaza désormais sous le contrôle des islamistes du Hamas, hostiles à Annapolis, depuis la mi-juin* ». Il n'aura fallu attendre que quelques jours pour que les déclarations optimistes faites au lendemain de la conférence ne soient rayées d'un trait de plume. La feuille de route signifie le gel de toute construction dans les colonies ? Tel-Aviv a décidé la construction de centaines de nouveaux logements dans Jérusalem-Est annexée, cela dans le cadre d'un programme étalé sur sept ans.

Malgré cela, M. Abbas, comme Yasser Arafat avant lui, reste fidèle à la conviction qu'il n'y a pas d'autre option possible qu'une solution négociée pour gagner une paix juste. Il n'existe pas d'alternative à cela. Pour autant, aucun leader palestinien ne se risquerait à céder sur les questions essentielles des frontières, de Jérusalem ou du retour des réfugiés. Toutes les parties le savent. « *Or, ces exigences (un minimum) sont inacceptables par la direction israélienne. Le plus probable dont n'est pas une 'capitulation' de la direction palestinienne mais la poursuite de l'impasse qui dure depuis...quarante ans* » a estimé sur son blog Alain Gresh, journaliste au Monde diplomatique et fin analyste du Proche-Orient. Et M. Olmert affirme haut et clair qu'il n'y aura pas de paix avant trente ans...

Tout cela renvoie la communauté internationale à ses lourdes responsabilités. Israël mise sur la fragilité du président palestinien pour refuser une vraie tentative de règlement des questions-clés, au risque de renforcer encore les radicaux du Hamas. Comme toujours, l'Union européenne se contente de gérer l'intendance. Les pays arabes sont divisés et affaiblis.

Un échec du processus lancé à Annapolis serait évidemment dramatique. Mais il apparaît tout aussi clairement que toute évolution qui ferait fi du droit international, des résolutions de l'ONU et de l'arrêt immédiat de la colonisation ne serait que dangereuse illusion. Tout reste à faire. Et tout doit être fait. Il y va de l'intérêt de toutes les parties. Ainsi, je vais citer, en conclusions, l'ambassadeur de France Stéphane Hessel, qui disait récemment l'angoisse qu'il voulait partager avec juifs et non juifs : *« Par son interdépendance croissante qui implique un haut degré de solidarité entre ses parties, la société internationale du vingt-et-unième siècle impose aux gouvernements de chacun des Etats qui la composent une constante recherche de légitimité. (...) Pour un Etat, si fort soit-il militairement ou économiquement, perdre cette légitimité c'est mettre inévitablement en péril son avenir et en danger la sécurité de ses habitants. Or (...) quarante ans après la fin de la guerre des Six jours, Israël n'a pas trouvé un gouvernement capable d'entamer sérieusement la nécessaire négociation avec les Palestiniens qui serait en mesure de lui rendre sa légitimité, de garantir sa sécurité véritable et de lui donner un avenir. »*

L'avenir dira si le pessimisme de l'ambassadeur Hessel est justifié. Il y a eu cette conférence à Annapolis et un processus dont on disait officiellement qu'il devrait aboutir à la création de l'État palestinien d'ici à la fin de l'année. Tout le monde sait que ce ne sera pas le cas. Ce qui pose une question dramatique, parce que tout le monde sait aussi que la non création de l'État palestinien, cette année, signifiera peut-être l'acte de décès définitif de cet État tel qu'il est annoncé, demandé par les résolutions de l'ONU à côté de l'État d'Israël. C'est pourquoi nous devons nous demander, quels types d'initiatives internationales peuvent être lancés pour mettre fin aux souffrances et aux agressions dont sont victimes les Palestiniens. Étant donné qu'Annapolis sera une occasion manquée, le problème est de savoir comment proposer une autre initiative. À mon sens, l'Union européenne a l'obligation de prendre la parole sur cette question. La question est donc de savoir ce qu'on propose, comment, avec qui on veut réaliser une initiative internationale qui soit fondée bien sûr sur l'application du droit international. Sinon, on va vers une guerre régionale, parce que là aussi il ne faut pas oublier que désormais le conflit israélo-palestinien s'imbrique dans les autres conflits régionaux et qu'il n'y a pas de solution partielle. Il y a besoin d'une grande initiative, d'un grand dessein de compromis régional global, à partir de la question palestinienne, mais sans s'y limiter. Notre continent y a tout intérêt.

### **L'agenda caché de Bush**

Commentant le sommet d'Annapolis, le New York Times a écrit : *« La conférence de paix sur le Moyen-Orient qui a pris place ce mardi avait pour but officiel de mettre un terme au conflit israélo-palestinien. Mais un objectif non avoué se cachait sous la surface : stopper la montée de l'influence régionale de l'Iran et du radicalisme islamique. »* Un conseiller de l'équipe de négociation palestinienne, a affirmé que *« Les Arabes sont venus ici non pas parce qu'ils aiment les juifs ou même les Palestiniens. Ils sont venus parce qu'ils ont besoin d'une alliance stratégique avec les États-Unis contre l'Iran. »*

Telle est l'analyse de la plupart des observateurs. Le Jerusalem Post a tranché en déclarant que la rencontre d'Olmert avec Bush après Annapolis allait chercher à *« traduire le momentum du sommet en un effort plus efficace pour bloquer*

la montée nucléaire de Téhéran. » Le quotidien conservateur se disant satisfait qu' « aux côtés des États arabes, des partenaires vitaux pour les États-Unis et Israël dans leurs efforts de bloquer l'Iran étaient présents à Annapolis : la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, la Chine et la Russie, chacun représenté par son ministre des Affaires étrangères. »

C'est que Bush ne perd pas de vue son agenda régional. Iran, Irak, Afghanistan : il a besoin du soutien des pays arabes dits modérés. Selon Le Monde du 29 novembre, « Bush s'est finalement décidé à s'emparer du dossier israélo-palestinien (...) Il faut également en rechercher les raisons véritables à l'est de Jérusalem, en Iran plus précisément. » Car pour le quotidien israélien Haaretz, « le timing de la conférence est important pour Israël (...) C'est l'année où Bush doit prendre une décision importante : empêcher par tous les moyens l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. »

Bush a-t-il marqué des points décisifs dans le but de réaliser un large front international contre la « menace iranienne » ? Tel est l'espoir d'Olmert qui croit que « la menace nucléaire iranienne peut être réglée par des moyens militaires et qu'Israël peut payer le prix d'une telle opération. » (Le Yedioth Ahronoth du 23 novembre). Mais une majorité d'Américains sont opposés à une nouvelle guerre. A cet égard, les révélations des services secrets US selon lesquelles l'Iran a gelé son programme nucléaire militaire compliquent singulièrement les buts des faucons.

### Gaza : des dommages irréparables

« Nécessaire, mais pas suffisant ». A de nombreuses reprises, Salam Fayyad, premier ministre de l'Autorité palestinienne, a répété cette phrase à propos de la conférence des donateurs pour l'Etat palestinien qui s'est déroulée le 17 décembre, à Paris. Pour M. Fayyad, l'aide demandée à la communauté internationale pour construire les fondations de la Palestine (5,6 milliards de dollars sur trois ans) est "nécessaire" mais si la situation sur le terrain reste ce qu'elle est, cette assistance sera en grande partie inutile.

Pour que cet argent soit productif, il faut que les restrictions de circulation et les contraintes de toute nature faites aux Palestiniens en Cisjordanie soient supprimées. Il faut également que le blocus imposé à la bande de Gaza

depuis six mois soit levé. Or, les habitants de Gaza sont pratiquement exclus du processus mis en place à Annapolis. Les documents préparés pour cette conférence évoquent un risque d'effondrement de l'Autorité palestinienne si l'occupation de la Cisjordanie et le siège de Gaza se poursuivent. Le revenu par habitant des Palestiniens a baissé de 60 % par rapport depuis 1999. Pour M. Fayyad, il faut que la communauté internationale, Israël et l'Autorité palestinienne s'engagent : « Le conflit n'est pas économique mais politique. Nous demandons un soutien économique aux pays donateurs mais ils doivent également jouer un rôle politique. »



La Banque mondiale a dressé un tableau noir de l'économie palestinienne : si le financement réclamé est obtenu sans allègement du bouclage, la croissance restera négative (de l'ordre de - 2 %) ; si le montant de l'assistance requise n'est pas atteint et si la situation perdure sur le terrain, *« la croissance va chuter sévèrement et la pauvreté s'accroître dramatiquement. »*

Pour sa part, l'ONU a mis en garde : le blocus imposé par Israël sur la bande de Gaza depuis la prise de contrôle du Hamas en juin, risque de porter à l'économie de ce territoire palestinien des « dommages irréparables » : *« Le bas niveau des stocks alimentaires, la hausse des prix, l'augmentation du chômage et la perte des revenus ont des effets dévastateurs. L'Organisation mondiale de la santé a tiré la sonnette d'alarme sur la situation sanitaire. L'OMS s'est surtout inquiétée des restrictions imposées par Israël sur les fournitures de carburants qui affectent les hôpitaux, ainsi que les limitations d'accès aux soins en Israël pour les malades graves. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a affirmé que la population palestinienne était 'devenue l'otage du conflit' entre Israël et les factions palestiniennes. Après le coup de force du mouvement islamiste Hamas en juin, l'Etat hébreu a réduit l'approvisionnement en carburant et imposé de sévères restrictions au trafic commercial avec la bande de Gaza, un territoire misérable, avant même ces restrictions. »*

### **Le réquisitoire que cache l'Union ou quand l'Europe entérine la politique du pire**

Voici un an et demi, des diplomates européens en poste à Jérusalem-Est ont rédigé un rapport accablant sur la politique d'annexion de l'Etat israélien. L'Union européenne a courageusement choisi de classer ce texte verticalement. Au mépris du droit international mais pour la plus grande joie des faucons israéliens et de leurs alliés américains.

En décidant de quitter Gaza, Ariel Sharon et ses amis savaient laisser derrière eux une situation de sous-développement économique propice à l'expression désespérée des ressentiments sociaux, politiques et religieux. L'anarchie qui règne dans ce territoire affaiblit Mahmoud Abbas, président d'une Autorité palestinienne toujours plus fantomatique. Plus généralement, les dissensions restent grandes entre les différents groupes palestiniens. *« Il est temps d'imposer l'autorité de la loi »* avait pourtant déclaré Abbas dans son message de nouvel an. Mais aussi vite, des observateurs européens étaient (brièvement) enlevés et la police palestinienne se révoltait à cause de la médiocrité des moyens mis à sa disposition. A quelques jours des élections palestiniennes, la situation était difficile dans les territoires occupés.

Mais Tel Aviv a multiplié les provocations. La tenue du scrutin est restée incertaine, faute de garanties fermes d'Israël sur le vote des Palestiniens à Jérusalem-Est. Les frappes israéliennes et l'instauration d'une zone d'exclusion au nord de Gaza, la menace de couper l'électricité dans la bande, tout cela a *« renforcé la main de ceux qui ne veulent ni trêve, ni élections »* avait constaté le ministre palestinien du Plan, Ghassan Khatib. Et le fait est que les principaux groupes palestiniens armés ont rompu la « tahdiya », la trêve de la violence respectée vaille que vaille depuis plusieurs mois.

Même si, selon l'Autorité palestinienne, « le chaos sécuritaire (...) sert Israël en lui donnant un prétexte pour faire obstacle à la paix et ne pas se retirer de la Cisjordanie. » Ce qu'a confirmé le quotidien israélien Maariv en révélant qu'Ariel Sharon avait l'intention d'abandonner la « feuille de route » et de fixer unilatéralement les frontières d'un futur Etat palestinien amputé avec, si possible, la bénédiction des Etats-Unis. Encouragé en cela par les silences de la « communauté internationale » - et donc des leaders européens.

La preuve ? « Plusieurs mesures israéliennes combinées diminuent la possibilité d'atteindre un accord final sur Jérusalem et démontrent clairement qu'Israël entend faire de l'annexion de la ville un fait accompli. Ces obligations se sont en violation du droit international. » Le constat était percutant. Quelques semaines auparavant, nous évoquions ce rapport lucide et sans concession rédigé par les diplomates européens en poste en Israël et passant au crible la politique des autorités de Tel-Aviv vis-à-vis des Palestiniens. Destiné aux gouvernements de l'Union, ce document dressait la liste des obstacles à lever pour avancer vers le règlement d'un conflit qui endeuille le Proche-Orient depuis plus d'un demi-siècle. Il proposait aussi une série de recommandations pour aller de l'avant. Je rappellerai l'essentiel de ces textes qui n'ont pas été rendus publics. Et pour cause. Ce rapport qui pour la première fois, relevait de façon systématique l'expansion des colonies en Cisjordanie, la construction du mur de séparation destiné à capter définitivement des territoires occupés, les destructions de maisons palestiniennes... avait été purement et simplement classé verticalement par les autorités européennes. Même si, disait le document, « *les initiatives d'Israël radicalisent une population palestinienne jusqu'à présent relativement paisible.* »

A l'instar de l'allié américain, l'Union européenne a fermé ainsi les yeux sur une réalité inadmissible. En se dégageant de Gaza à l'été dernier, Sharon montrait certes que le rêve d'Eretz Israël n'était plus à l'ordre du jour. Il apparaissait ainsi à bon compte comme un homme de paix aux yeux d'une partie de l'opinion internationale. Mais il se préparait aussi à poursuivre sa politique d'annexion, au mépris du droit international, des recommandations de la Cour internationale de justice, des résolutions de l'ONU et de la « feuille de route » élaborée sous l'égide, rappelons-le, des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations-Unies et qui devait aboutir à la création d'un Etat palestinien indépendant à la fin...de l'an dernier.

Le rapport des diplomates européens notait pourtant que le tracé du mur « *isole Jérusalem-Est et ses 230.000 résidents de la Cisjordanie* » et « *n'est pas seulement motivé par des considérations de sécurité.* » Il stipulait que « *la colonisation à l'intérieur de Jérusalem-Est continue à un rythme rapide. Il y a actuellement 190.000 colons israéliens à Jérusalem-Est.* ». Cette bombe politique aurait dû mettre l'Union européenne face à ses responsabilités. Mais celle-ci a choisi de se coucher en renonçant à publier ce rapport. Le haut représentant pour la politique extérieure de l'Union, Javier Solana a ainsi déclaré sans rire que l'influence de l'Europe sur Israël serait diminuée en cas de publication. Le porte-parole du ministère israélien des Affaires étrangères a donc pu se réjouir de cette « nouvelle atmosphère dans les relations entre l'Europe » et son pays.



On trouvait là confirmation du glissement en cours depuis des années en Europe dans la manière de considérer le conflit israélo-palestinien. Durant les années 1990, il semblait acquis qu'un règlement de la question impliquait naturellement le retrait des troupes israéliennes des territoires envahis en 1967 et d'une solution négociée pour les réfugiés palestiniens. Les choses ont semblé changer avec l'enlèvement de la seconde intifada, bien que les données de base restaient les mêmes : la Palestine est occupée et Israël est une puissance occupante au regard du droit international. Comme le notait le Monde diplomatique, certaines déclarations européennes montrent un « *renversement de perspective : désormais, c'est aux Palestiniens, c'est-à-dire aux occupés, de faire la preuve de leur bonne volonté. Les références de l'Union européenne aux obligations de l'un et de l'autre camp cachent mal le ralliement à la vision du Premier ministre israélien.* » Même si ainsi, selon la journaliste israélienne Amira Haas, le Hamas « *fleurit sur un terrain fertile.* » « *Les gens en ont assez des mensonges qui ont accompagné leurs vies durant les 13 dernières années ; qu'Oslo signifie la paix ; que la création d'une Autorité palestinienne est une victoire et un symbole ; que l'Autorité est un Etat.* ». Alors que, d'autre part, « *les attentats-suicides ont seulement renforcé le soutien de l'opinion israélienne à toutes les forces de prise de contrôle de la Cisjordanie.* ».

Dans ces conditions, les appels à la démocratisation de l'Autorité palestinienne semblaient bien dérisoires. Comme apparaissaient scandaleux les menaces de Javier Solana de retirer à l'AP le soutien européen en cas de victoire du Hamas au scrutin du 25 janvier.

Le politologue Khader Khader avait-t-il tort lorsqu'il constatait que « *Sharon n'a pas changé d'attitude et que la communauté internationale se montre aussi irresponsable que par le passé* » ? « *C'est en grande partie à cause de la politique unilatérale menée par Israël et de l'irresponsabilité de la communauté internationale que l'Autorité Palestinienne s'affaiblit et que le Hamas se renforce. Cela arrange Israël qui pense pouvoir, face à un Hamas fort, continuer à refuser le processus de paix.* » Dangereuse spéculation qui prolongeait la politique du pire. Nous nous demandions à l'époque si les élus européens partageraient le silence complice des gouvernements ou feraient entendre leur voix pour exiger, au moins, la publication du rapport des diplomates ? Les eurodéputés se souviendront-ils, nous demandions nous qu'en avril 2002, ils avaient majoritairement voté en faveur de la suspension de l'accord d'association UE-Israël pour « *violation des droits de l'homme et des principes démocratiques ?* »

### **Quelques rappels pour terminer :**

#### **Jérusalem-Est**

« La question de Jérusalem-Est est d'une importance centrale pour les Palestiniens, à la fois sur les plans politique, économique, social et religieux. Plusieurs mesures israéliennes combinées diminuent la possibilité d'atteindre un accord final sur Jérusalem et démontrent clairement qu'Israël entend faire de l'annexion de Jérusalem un fait accompli : l'achèvement en cours de la barrière autour de Jérusalem-Est dont le tracé est loin de la ligne verte [la frontière de 1967 - NDLR] ; la construction et l'expansion de colonies illégales, aussi bien par des groupes privés que par le

gouvernement israélien, dans et autour de Jérusalem-Est ; la démolition de maisons palestiniennes construites sans permis (dont l'obtention relève du miracle) ; une application plus stricte des règlements qui visent à séparer les Palestiniens qui résident à Jérusalem-Est de ceux qui habitent la Cisjordanie, y compris une réduction des permis de travail et une discrimination de la fiscalité, des dépenses, et des permis de construire de la part de la municipalité de Jérusalem ».

« Le plan d'expansion de Ma'aleh Adumim dans la zone appelée « E1 », à l'est de Jérusalem, menace d'achever l'encerclement complet de la ville par des colonies juives avec, pour conséquence, la division de la Cisjordanie en deux zones géographiques séparées. »

« En 2004, le nombre de bâtiments palestiniens démolis à Jérusalem-Est a triplé. Nous prévoyons un nombre égal de démolitions en 2005. »

« Lorsque la barrière sera achevée, Israël contrôlera l'accès pour entrer à Jérusalem-Est et en sortir, l'isolant de ses villes satellites de Bethléem et de Ramallah, et au-delà du reste de la Cisjordanie. Cela aura de sérieuses conséquences à la fois économiques, sociales et humanitaires pour les Palestiniens. En appliquant de manière stricte les mesures sur la résidence et les cartes d'identité, Israël sera en capacité de parachever l'isolement de Jérusalem-Est ; centre politique, social et commercial de la vie palestinienne. »

« Les activités israéliennes à Jérusalem se font en violation des obligations de la 'feuille de route' et du droit international. »

« Les Palestiniens sont tous, sans exception, profondément inquiets en ce qui concerne Jérusalem-Est. Ils craignent qu'Israël « s'en tire », sous couvert du désengagement. Les mesures israéliennes risquent également de radicaliser la population palestinienne de Jérusalem-Est, jusqu'à présent relativement calme. Il serait opportun que l'Union Européenne et le Quartet fassent des déclarations claires sur le fait que Jérusalem reste un sujet de négociation entre les deux parties et qu'Israël doit s'abstenir de toutes mesures destinées à préempter de telles négociations. Nous devrions également soutenir les activités culturelles, politiques et économiques palestiniennes à Jérusalem Est. »

## **Les recommandations des diplomates**

### Au niveau politique

- Des déclarations claires de l'Union européenne et du « quartet » sur le fait que Jérusalem reste un sujet de négociations entre les deux parties et qu'Israël doit s'abstenir de toutes mesures destinées à préempter de telles négociations. Nous pourrions envisager une déclaration centrée sur la question de Jérusalem. Nous pourrions aussi faire pression pour une déclaration similaire de la part du « quartet ».

- La première phase de la « feuille de route » demande la réouverture des institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, et en particulier la chambre de commerce. La réouverture de ces institutions serait pour les Palestiniens un signe que la communauté (...)

- Demander instamment au gouvernement israélien de mettre un terme au traitement discriminatoire des Palestiniens à Jérusalem-Est, en particulier en ce qui concerne les permis de travail, les permis de construire, les démolitions de maisons, la taxation et les dépenses (...)

Au niveau opérationnel

- Organiser des rencontres politiques avec l'Autorité palestinienne à Jérusalem-Est, y compris des rencontres au niveau ministériel (...)
- En prévision des élections législatives palestiniennes fixées au 25 janvier 2006, encourager les deux parties à s'entendre sur les modalités de leur coordination, en vue de permettre que les élections puissent se tenir de façon satisfaisante à Jérusalem-Est, en vertu des obligations de chaque partie dans le cadre des accords intérimaires et de la « feuille de route » (...)
- Toutes les missions et la Commission européenne doivent accroître les projets entrepris à Jérusalem-Est avec un équilibre entre fourniture de services, humanitaire, projets de développement et politiques (en prenant en compte l'étude multisectorielle). Le soutien à la société civile est important (...).
- En ce qui concerne la démolition des maisons pour défaut de permis de construire à Jérusalem-Est, l'UE pourrait suivre différentes options : soutenir les projets légaux de soutien aux Palestiniens menacés de démolition de maisons et ceux qui en ont été victimes ; promouvoir des initiatives pour légaliser les maisons « illégales » (c'est-à-dire en introduisant de manière rétroactive des projets de planification urbaine alternatifs) ; aider à la recherche d'une solution pour obtenir des permis de construire ; mettre en place des projets de l'UE avec une ONG palestinienne sur le soutien juridique pour tout ce qui concerne les permis de construire et les démolitions de maisons (...) mettre en place un projet de l'UE sur le développement d'un plan directeur concernant les améliorer l'aide de l'UE aux institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, y compris aux activités culturelles et au renforcement de l'indépendance de la communauté.